

ALARME

ORGANE DU **F**ERMENT **O**UVRIER **R**EVOLUTIONNAIRE EN **F**RANCE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS!

SUPPRIMONS LES POLICES; LES ARMEES. LA-PRODUCTION DE GUERRE
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES POUVOIR ECONOMIE AU PROLETARIAT

DECADENCE

OU

REVOLUTION

SOCIALE

marchandise ou être humain

Majoration des prix de produits de consommation courante, des transports, impôt augmenté, éparane forcée, etc... voilà notre "pouvoir d'achat" de prolétaires qui en prend encore un coup. Pour l'intérêt national, pour sortir de la "crise économique"... il faut, d'après la Gauche comme la Droite et malgré certaines divergences entre elles, que nous, prolétaires, nous nous serrions la ceinture pour que leurs profits croissent. Il faut que nous achetions français, comme ne cesse de le clamer le P"C"F, illustrant clairement sa politique nationaliste et donc capitaliste, veillant à l'enchaînement du prolétariat à "sa" patrie et à "son" gouvernement. Ils veulent nous faire croire que nos intérêts sont liés aux leurs. Mais même d'un point de vue strictement capitaliste cela apparaît comme une aberration. Prenons un exemple.

On nous dit que la France doit exporter plus et importer moins pour que l'ensemble de sa population et les couches les plus démunies puissent profiter conjointement des fruits d'une nouvelle expansion (en profiterions nous de la même façon d'ailleurs !). Mais l'Etat allemand tient les mêmes propos à ses prolétaires. La même rangaie est servie aux prolétaires par chaque Etat national. Le système international qu'est le capitalisme, propose donc partout comme solution à ses problèmes économiques conjoncturaux le fait qu'il faille exporter plus et importer moins. Alors là bravo ! Si tous les pays de ce monde capitaliste, plus ou moins interdépendants entre eux et soumis aux deux grands impérialismes dominants, arrivent en même temps à exporter plus et à importer moins, il faut alors s'attendre dans le même ordre d'idée à une loi décrétant que la terre est plate et que dorénavant et pour toujours le soleil tournera autour de la terre. N'oublions pas de plus dans tout cela que c'est nous, prolétaires, les dindons de la farce, peu importe l'endroit géographique où nous nous trouvons.

Toutes les aberrations que l'on pourrait citer proviennent toutes de l'aberration fondamentale que constitue l'existence même de ce système aux maintes contradictions. La seule contradiction fondamentale, celle d'où proviennent toutes les autres est la contradiction capital-salariat.

RAPPELONS EN EFFET QUELQUES VERITES.

1) LE PROLETARIAT N'A PAS DE PATRIE !

Les prolétaires français ont les mêmes intérêts que ceux d'Allemagne, de Russie ou d'Amérique. Que nous achetions français, chinois ou turc nous restons classe exploitée, marchandises, classe qui produit toutes les richesses de ce monde et qui toujours plus dans la misère relativement à cette production.

2) Les intérêts du prolétariat ne sont pas de faire sortir la France d'une prétendue crise économique (quelle est donc cette crise qui permet de considérables profits à certains capitalistes et, plus simplement, qui ne stoppe pas l'accumulation du capital à l'échelle internationale ?).

Les intérêts de "notre" économie (inter)nationale sont partout opposés aux nôtres. La nation est une unité de l'exploitation mondiale de notre force de travail, au prix de notre vie condamnée au bagne, à la faim ou à la guerre. Ce système, loin de permettre un quelconque développement de l'homme, l'enserme, le presse, le conditionne, l'abrutit dans des mécanismes qui lui sont toujours plus étrangers et inhumains. Il n'a pas de raison humaine d'être, est pourri, nauséabond ; Etat, Nation, Patrie ne sont bons qu'à être jetés au panier.

Bergeron a déclaré qu'il faut faire attention, que Mai 68 n'est pas si loin et qu'à force d'oublier que le prolétariat est une force potentiellement révolutionnaire et de le provoquer...les syndicats pourraient perdre les rênes. Il s'agit maintenant que les craintes des flics Maire, Krasuky, Bergeron et autres, prennent réalité.

Sur les lieux de travail ou ailleurs, il faut s'organiser contre les mesures gouvernementales, contre l'économie nationale (et internationale!), contre les carcans syndicaux qui veillent à notre passivité, à notre "responsabilité". En fait de responsabilité, par notre passivité en tant que classe, nous ne sommes responsables que de notre misère toujours plus forte.

Il n'existe pour nous que deux possibilités:

DECADENCE OU REVOLUTION SOCIALE

SOU MIS OU INSURGE

MARCHANDISE OU ETRE HUMAIN

Le devenir humain est entre nos mains

ON ANNONCE: "PATRIE A SAUVER"

La gauche est venue au pouvoir en France sans qu'il y ait eu un mouvement d'agitation sociale quelconque. L'affaire s'est déroulée sur un terrain électoral et elle n'a pas eu à mater un mouvement ouvrier comme en 1936, la grève générale. Le pouvoir "socialiste" a pu s'attaquer aux problèmes de concurrence de l'économie française en activant la concentration du capital dans le cadre national, sans avoir à se soucier (dans l'immédiat) d'une réaction ouvrière.

Les quelques mesures apparemment favorables aux travailleurs, (39h, cinquième semaine, retraite à 60 ans) ont soit été vidées de tout contenu, prétendument progressiste, par l'accentuation des contrôles horaires, soit largement contrebalancées par les lois et règlements sur les assurances sociales, le chômage, les taxes, la situation du logement et l'augmentation massive des pouvoirs des flics syndicaux ou en uniforme.

L'absence de réaction est due à la confiance traditionnelle que les prolétaires placent dans la gauche, ici, qui reste encore un mythe puissant malgré toutes les défaites placées sous son signe. La gauche garde cette influence grâce à son assise syndicale dans la classe ouvrière, assise renforcée par les lois favorisant l'expression syndicale, et écrasant toute expression (tant organique que propagandistique) directe des prolétaires.

Le soutien que les syndicats ont donné au gouvernement est le prix à payer pour les avantages octroyés. Mitterrand peut bien pratiquer la même politique que Giscard (et même plus!) il sait que lui, il a le soutien des syndicats, contrairement à son prédécesseur, et que c'est cela qui démobilise et démoralise les prolétaires. Le syndicat fait tout pour que les travailleurs ne livrent pas combat, et ne s'aventure que très rarement à proposer des journées d' "action".

Lorsque nous parlons de combat, il s'agit bien sûr du combat de classe. Il n'est pas question d'appeler à des "lutttes" de type syndical, même si elles déconsidéreraient ces syndicats là. Si les travailleurs se remettaient à "lutter" comme sous Giscard, et même en dehors des syndicats (comme le demande parfois "Lutte Ouvrière"), ce serait une autre façon d'être battus. L'exemple des grèves dans l'automobile, contrôlées après un gros effort, par les syndicats, est là pour le montrer.

A cela il faut ajouter que l'on n'avait pas vu depuis longtemps en France un tel concert de voix pour sauver la Patrie, l'Economie Nationale, les Usines Françaises, ... tout en fustigeant les multinationales qui elles sont américaines, japonaises, allemandes, bref étrangères. Tout cela avec un renforcement brutal du dispositif policier, les derniers projets de loi sur les contrôles d'identité sont un repopiage des lois de Pétain en 1943.

La lutte syndicale renforce la désunion des travailleurs par le corporatisme et le nationalisme, le démocratisme bourgeois et le légalisme. Ces deux dernières prolifèrent d'ailleurs à l'extrême gauche, en particulier, alors que la théorie révolutionnaire les a toujours condamnées et que la pratique a montré qu'elles menaient au massacre.

Peu importe de savoir comment nous serons exploités. Nous n'avons pas à négocier, nous ne voulons plus être exploités. Tout renoncement (étapes transitoires, phases progressistes ...) au but historique comme résultat des luttes immédiates signifie dans une version moderne, que " le but n'est rien, le mouvement est tout " (Kautsky). Ce renoncement, que prônent de fait les gauchistes, revient à oeuvrer contre la révolution, et ne les caractérise pas pour autant comme des réformistes (du type 19^e siècle). Depuis il y a eu l'effondrement de la 2^e internationale en 1914, l'écrasement des révolutionnaires allemands par la social-démocratie, la révolution et contre-révolution en Russie et Espagne, et la capitulation patriotique des trotskystes durant la 2^e guerre mondiale.

Les luttes sans envergure, sous le signe des séparations entre prolétaires

le respect de la démocratie bourgeoise, le légalisme, la séparation entre lutte immédiate et lutte historique, constituent la pratique syndicale, qu'elle se déroule au sein d'un syndicat ou en dehors.

Sous la gauche comme sous la droite, il faut en premier lieu que la lutte se déroule dans le plus complet mépris des intérêts de l'économie nationale, sans intermédiaire entre les travailleurs : organisation et action directe, contrôle des délégués, ... C'est dans ces conditions seulement que la lutte créera l'union grandissante des travailleurs.

Vient de paraître en espagnol :

**ANÁLISIS DE UN VACÍO
CINCUENTA AÑOS DESPUÉS DEL TROTSKISMO**
Por G. MUNIS. (prix 15 F)

PUBLICATIONS DU F.O.R. :

-en Français:

Parti-Etat, stalinisme, révolution	G. Munis	Ed. Spartacus	(112 pages)	13,50F
Les syndicats contre la révolution	B. Péret, G. Munis	Ed. Eric Losfeld	(94 pages)	10F
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G. Munis		(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 45 pages)	25F
Fausse trajectoire de Révolution Internationale			(7 pages)	2F
Le "manifeste" des exégètes	B. Péret		(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 29 pages)	20F

-bilingue Français-Espagnol:

Pour un second manifeste communiste	Ed. Eric Losfeld	(72 pages)	12F
-------------------------------------	------------------	------------	-----

-en Espagnol:

Jalones de derrota, promesa de victoria	G. Munis		(Reproduction fac-simile de l'édition de 1948, 517 pages)	30F
Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp. la ruche ouvrière		(20 pages)	4F
Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la			IV Internacional (Reproduction photocopiée de l'édition de 1949, 15 pages)	15F

Nous rappelons que la création du F.O.R. s'est effectuée en 1958. Les textes antérieurs à cette date n'expriment pas toujours des positions qui soient encore les nôtres aujourd'hui. Mis à part l'intérêt politique de ces textes, ils portent témoignage de la progression théorique qui a précédé la création du F.O.R..

AU FEU LES POMPIERS

"Au feu le pompiers" pourrait s'exclamer A. Bergeron, secrétaire général de F.O. Certes le feu de la guerre sociale est ouvertement l'initiative de l'Etat capitaliste et de ses gestionnaires de gauche. Mais que ceux-ci tentent de responsabiliser les ouvriers en nommant Plan de Rigueur l'avalanche des mesures anti-ouvrières, qu'ils se rallient quasi inconditionnellement la CGT et la CFDT pour ce faire, semble ranimer la faible flamme syndicale de FO. Cette centrale connaît parfaitement les dangers que représente une compromission trop importante car elle a payé par une faible représentation, sa politique comprometteuse sous le précédent gouvernement.

Parceque les deux plus grands syndicats désertent le terrain revendicatif au niveau national, Bergeron se fait aujourd'hui le chantre de la Vocation syndicale en sonnant le tocsin par crainte de mouvements sociaux incontrôlés. Il ne manque dans ce rôle, ni d'éloquence ni de réalisme anti-prolétarien :

" Si d'aventure le mouvement syndical, instrument ayant pour mission de canaliser les revendications des salariés, s'abstenait, ceux-ci s'exprimeraient en dehors de la volonté des syndicats et l'on sait à quoi cela peut conduire. Si nous ne cessons d'alerter le gouvernement sur les conséquences du dépérissement de la négociation collective, c'est parceque nous redoutons l'exacerbation des tensions sociales".

Nous ne saurions être plus clairs sur la mission contre-révolutionnaire du syndicalisme. Par déduction, si nous voulons briser la paix sociale qui garantit, au mieux, l'exploitation de notre force de travail, nous ne devons le faire qu'en dehors et contre les syndicats. C'est cela même qui effraie Bergeron quand il condamne "l'expression directe des salariés" et qu'il demande au gouvernement de ne pas jouer avec le feu même s'il est bien entendu de ce dernier que l'expression ouvrière, signifie en période de conflits, l'expression syndicale.

" les dispositions sur l'expression directe des salariés sont une machine de guerre contre les syndicats" Bergeron

Désavantagée pour compte de sa faiblesse par les dispositions gouvernementales intégrant toujours plus les syndicats dans les rouages économico-sociaux du capitalisme, FO se présente en "défenseur" unilatéral des salariés face aux autres centrales qui choisissent de diviser pour régner et qui de fait ont une meilleure place que sa centrale (c'est sans doute pour cela qu'il a lancé une phrase qui ne correspond pas à la réalité, l'expression directe étant anihilée par tous les syndicats.) Ainsi toujours Bergeron: "le qualificatif ne saurait remplacer le quantitatif".

En effet, CFDT et CGT, antichées de compromis gouvernementaux, misent sur la division catégorielle pour contenir l'éventuel flot de mécontents. Les récents mouvements d'OS dans l'automobile inspirent sûrement cette déclaration contradictoire de la CFDT :

" Plan de rigueur ou pas il faudra cette année donner un sérieux coup de pouce au SMIC".

A propos de celle-ci, la CGT s'empresse de rajouter:

" les augmentations répétées uniquement du SMIC peuvent "écraser" la hiérarchie des salaires. Si on continue ainsi, on va écoeurer les ouvriers qualifiés"

Cyniques déclarations qui, au nom d'un droit inégal à la survie selon la qualification professionnelle, tentent de briser l'intérêt commun à tous les ouvriers, à savoir la suppression radicale du salariat. Elles ne visent

qu'à maintenir la division du travail nécessaire à l'accroissement de la productivité dans l'intérêt capitaliste de l'économie nationale et mondiale. En un mot elles ne cherchent qu'à nous assommer notre contestation par l'accroissement de l'exploitation.

Dans cette période de festivals, si la palme d'or de l'interprétation syndicale revient à FO pour son jeu dépouillé, les autres syndicats ne sont pas non plus avares de strip-tease ravageur et fidèlement capitaliste. Le meilleur moyen de consacrer le rôle contre-révolutionnaire des stars de la concertation sociale, étant d'anticiper leur destruction, réalisons l'unité ouvrière anti-syndicale et anti-capitaliste.

Pour entamer ce combat vital de la classe ouvrière, il suffit, dans un premier temps, de ne pas respecter l'échéance de l'affrontement social redouté par les trois syndicats. En effet FO, CGT, CFDT déclaraient dernièrement à Jospin, PDG du PS :

" Après la rentrée de septembre, on ne répond plus de la base..."

Pour toute correspondance :

ALARME
Boîte Postale **329**
75624 Paris cedex 13

Imprimerie Borromée
9 rue Borromée 75015 Paris
Dépôt légal 1er trimestre 83
Directeur de la publication
P. Maréchal
Commission paritaire n°61890

ADRESSES DU FOR HORS DE FRANCE :

- Espagne (ALARMA) : écrire à l'adresse suivante sans autre mention :
APDO 5355 BARCELONA (ESPAGNE)
- Grèce (Komunistiko Vima) à l'adresse suivante sans autre mention :
FOR, Sokratous 59, Atene (6^{of})
Une permanence y est assurée
chaque lundi de 19h à 20 h.
- Italie (ALLARME) : écrire à l'adresse en France.

Permanences en France :

- Paris : les seconds samedis de chaque mois de 14 à 16 h au café "au rond point" métro Père La Chaise.
- Tours : Tous les deux mois le dernier samedi de 15h à 17h au café "LE BORDEAUX" place de la gare. Cette fois ci, le 30 avril 1983.
- Clermont-ferrant : tous les 2^{em}me vendredi de chaque mois au bar de la gare routière de 18h30 à 20h30.

Attention !
Nouvelle adresse de Permanence à Paris et TOURS.
Nouvelle adresse pour contacter Le FOR en GRECE

Abonnements

ALARME ORGANE du F.O.R. en France
1 an.....4n°.....20 F
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne
1 an.....4n°.....20 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:
ALARME
CCP n°151628 U Paris

§ Ecrivez-nous!
§ Prenez contact avec nous!
§ Militez pour la Révolution
§ Socialiste!

SS SOUSCRIPTION SS
Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne, en Italie, en Grèce et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de: ALARME
CCP n°151628 U Paris

LA LUTTE PROLETARIENNE EST UN TOUT

Le capitalisme, comme nous l'avons dit de nombreuses fois, et nous le répèterons jusqu'à sa mort, est un système anti-humain qui domine la totalité du globe par l'exploitation de la force de travail de l'individu-marchandise par delà les frontières dites nationales.

Toute élucubration sur la persistance de vestiges féodaux, esclavagistes tribaux et autres dans certains secteurs du monde n'est que justification et valorisation de l'ordre qui règne en fait et de fait sur le monde, afin de faire avaler aux exploités le crédo des nécessaires et longues étapes qui les conduiront à l'émancipation. C'est ainsi que sont justifiées les luttes dites de libération nationale et leurs génocides alors même que les puissances dominantes et les deux impérialismes auxquelles elles sont soumises et qui se partagent le monde, Russie et USA, tirent les ficelles de ces génocides quand elles ne les orchestrent pas directement. Toute la vie sociale est aujourd'hui soumise au capital et dépendante de celui-ci. C'est donc une réponse communiste qui doit être donnée dès maintenant à la société de classe afin de l'abolir une fois pour toute sans possibilité de retour en arrière. Soit dit en passant, nous laissons le terrain de la spéculation, pour mieux les combattre, aux "dialecticiens" de pacotille, "matérialistes" de surcroît qui devraient attendre s'ils suivent leur propre "raisonnement" que la plus primitive des tribus primitives de l'amazone soit passée par toutes les étapes "scientifiquement reconnues nécessaires" pour enfin pouvoir parler de la possibilité immédiate de la société sans classes.

Non seulement il y a dès aujourd'hui possibilité immédiate mais il y a nécessité urgente du communisme, anéantissement définitif de toutes les structures sur lesquelles repose le monde aliéné.

" Il n'est plus l'heure de développer le capitalisme nulle part mais celle de l'abattre partout. L'arborescence mondiale de l'appareil impérialiste moderne force à elle seule le prolétariat à envisager son action à l'échelle planétaire sur le terrain de la révolution sociale et non celui de la nation capitaliste..."

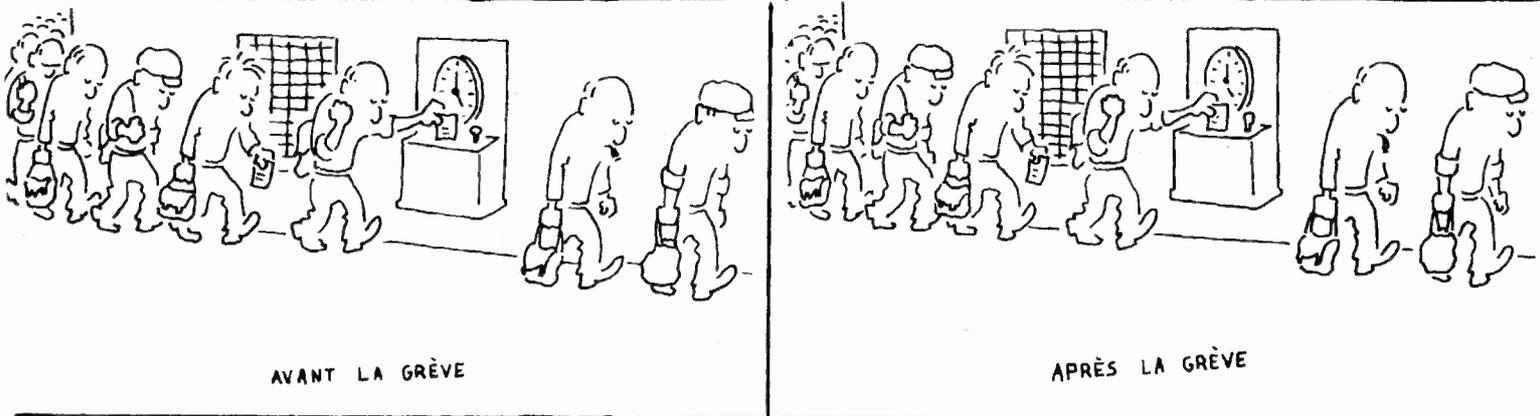
Un autre aspect non moins important du "raisonnement par étapes" est inculqué quotidiennement aux millions de prolétaires qui vivent eux dans les régions reconnues maîtresses de l'économie mondiale et qui donc ne doivent plus passer (n'est-ce pas chers révolutionnaires en soutane, apôtres du matérialisme vulgaire) par le long chemin des croisés.

Cet autre aspect de l'adage réactionnaire est le mur de béton construit sans ambages pour séparer le plus nettement possible lutte immédiate et lutte historique, lutte économique et lutte politique, etc... Tel organisme convient pour ceci, tel autre pour cela. Généralement le cela doit céder le pas, s'il existe, au ceci, c'est-à-dire à la lutte dite immédiate. Pour le "cela" on verra plus tard ! C'est-à-dire jamais ; ce qui fait que le ceci lui-même est vidé de son contenu puisqu'il n'est rien sans le cela.

Cette situation où domine la séparation au détriment du tout, la division au détriment de l'unité est l'oeuvre historique de la réaction et de la contre-révolution, oeuvre essentielle des organisations qui se sont revendiquées de la classe ouvrière, de son émancipation alors même qu'elles sont devenues depuis nécessaires à la survie du capitalisme. Le syndicalisme en

est la preuve vivante, et ce qu'il ait une forte assise sociale ou qu'il soit pourchassé par des régimes aux aspirations plus anachroniques, régimes, il est important de le souligner, imposés maintenus ou défendus par les tout puissants "pays avancés".

Dans les deux cas, le syndicalisme syntétise la soumission servile au capital en s'octroyant non sans la complicité de ceux qu'il prétend combattre, la représentativité du monde du travail dans la lutte que celui-ci est contraint de mener chaque jour. C'est cette lutte quotidienne revendicative qui est dévoyée, canalisée, anihilée. Marx disait que ce qu'il y avait de plus important dans les luttes revendicatives du prolétariat n'était pas tant le succès des revendications que l'union grandissante du prolétariat en lutte. Précisons que c'était à l'époque où le prolétariat commençait à se manifester en tant que classe indépendante et que par conséquent l'énorme poids de la contre-révolution russe ne pesait pas sur le mouvement ouvrier. Malheureusement depuis l'époque de l'énoncé de cette phrase, à cause du règne de la séparation et par cette séparation, entretenue surtout par la racaille syndicale, la lutte revendicative est devenue une non-lutte dans la majorité des cas, qui entrave l'union grandissante des travailleurs, qui empêche que cette union se matérialise toujours plus. Or la matérialisation de cette union a toujours été et ne peut être que l'union de classe allant à l'encontre de toutes les séparations entretenues par le monde marchand et plus spécifiquement en ce qui nous concerne par le capitalisme.



Ceci n'implique pas, loin de là qu'il faille attendre béatement l'arrivée du grand soir émancipateur en se contentant de divulguer sa propagande pontificale et en se gardant bien de s'immiscer dans ce qui ne doit être que l'émanation directe de la vox populi elle-même dans sa lutte. Peu importe le contenu pourvu que ça se généralise !

Il est tout aussi stupide de négliger la pratique quotidienne parcequ'elle ne correspond pas purement et simplement encore au refus immédiat du travail aliéné, du travail salarié. Il est si évident de l'abolir dans une usine en grève ! Par cette sainte pureté les érudits en matière de radicalisme verbal s'empêtrent dans les méandres tortueuses de la pensée métaphysique. Prêchant la désaliénation ils croient en la sainte révélation céleste de la délivrance universelle. Amen !

La lutte quotidienne est toujours l'école de guerre du communisme. La tâche des révolutionnaires est de combattre tout ce qui l'entrave, la parcellise, la passe à la moulinette et la réduit en bouillie, même si ce sont des idées et des pratiques du mouvement communiste lui-même dans le passé. L'atavisme et le dogmatisme sont autant de barrières que le prolétariat balayera en se constituant en classe révolutionnaire. Balayons-les et contribuons à les balayer dès maintenant. Les idées de la réaction, de la classe dominante sont pour l'instant force matérielle, celles des révolutionnaires quasi réduites à néant, sans concrétisation pratique et par là même trop facilement reléguées à un hypothétique musée de l'utopie. Montrons précisément dans la lutte qu'elles aussi sont force matérielle d'autant plus puissantes qu'elles appartiennent à la seule classe de l'histoire capable d'anéantir définitivement la société divisée en classe et les idées qu'y lui sont liées.

Pour cela il n'y a pas 36 solutions.

- Montrons que nous ne sommes pas des partenaires sociaux spécialistes de la négociation et respectueux de l'ordre existant.
- Montrons que nous n'avons que faire de revendications décidées par patronat-Etat-Syndicat.
- Montrons par notre lutte que ce sont les bases même de notre exploitation que nous voulons faire sauter, et que c'est sur cette base que nous sommes une force internationale révolutionnaire.

Dans cette perspective aucune de nos luttes ne sera une défaite car nous serons chaque fois plus conscients de notre force et de la nécessité vitale de la solidarité. L'union grandissante dans les lutte sera alors effective. Et nos exploiters après chaque arrêt ou défaite momentanée de notre classe, frémiront d'horreur à la seule pensée d'une nouvelle attaque plus dure et plus vaste.

Tels les mineurs asturiens en 1934 en Espagne répondant dans les tribunaux que leurs armes étaient enterrées pour la prochaine fois, faisons leur comprendre que si nous revendiquons c'est dans la perspective de ne plus avoir à revendiquer parceque nous les auront anéanti à jamais. C'est dans la lutte en dehors et contre les syndicats que nous montrerons cela.

TEMPÊTE OR NOT TEMPÊTE ?

"Aucune revendication sectorielle ne doit être prise en compte si elle va au détriment du pays!" Dixit Mitterrand, grand chef français, en cette année 1983.

Mitterrand en bon gestionnaire de la vie économique et sociale de SON PAYS n'accepte pas que les aspirations des membres de la société dont il a la charge puissent aller à l'encontre du pays dans lequel ils vivent. D'autant plus, ajoute-t-il, que grandes quantités de difficultés réclament la solidarité de tous pour le bien-être de tous. Nous avons eu droit, de sa part et de celle des politiciens en général, à une comparaison pouvant permettre aux pauvres incultes que nous sommes de comprendre pleinement les justes et équitables propos qu'ils nous destinent en homo sapiens responsables et démocrates qu'ils sont. Grâce à leur humble gentillesse, nous savons maintenant que lors d'une tempête, au milieu de récifs, l'ensemble de l'équipage se doit d'être uni derrière le commandant de bord afin de lutter, de toutes ses forces contre le danger suprême : la mort.

La digne et droite déclaration sur les revendications nous apparaît dès lors claire et limpide. Il est exclu, parcequ'égoïste, que le marin réclame des serviettes propres à l'heure où, s'il n'obéit pas, il risque de n'en avoir plus jamais besoin.

Puisque nos commandants et capitaines daignent nous prendre, à présent, pour des êtres doués d'intelligence, nous ne leur ferons pas l'affront de les contrarier. Soyons plus subtils encore.

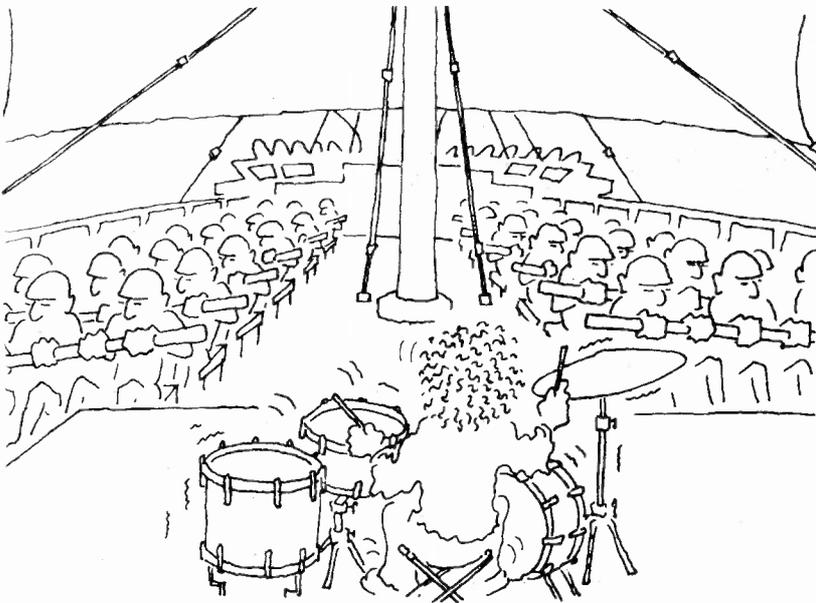
Jusqu'à présent, si nous ne nous abusons pas, une tempête est définitive comme une violente tourmente atmosphérique sur terre ou sur mer ; phénomène qui n'est pas produit par l'homme lui-même et sur lequel, pour l'instant, il n'a aucune emprise directe. S'il en avait la possibilité, celle-ci ne représenterait plus aucun danger. En est-il de même pour la société en général et plus modestement pour ce cher pays du même nom qu'un célèbre bateau qui ne lui appartient plus ? Non, certes non ! La société est produit

historique de l'homme lui même et non une fatalité imposée par la colere des Dieux ou par des forces diaboliques. Contrairement à la tempête, contre laquelle nous ne pouvons qu'essayer de résister au mieux, la société, elle, peut être transformée.

Des trois termes de votre comparaison impropre, chers et estimés dirigeants, seul le mot bateau peut être pris en considération, si toutefois le terme désigne l'ensemble de la société terrestre, et non point seulement la France. Cela nous amènera par la suite à reconsidérer les revendications sous un tout autre angle. C'est à l'intérieur même de ce bateau, chers philistins, que le problème se pose, excusez du peu ! Pourquoi diable ne simplifiez vous pas le problème ! Sans doute vouliez-vous enfin nous élever aux hautes sphères du noble esprit qui vous anime ! Nous en sommes convaincus. C'est donc, momentanément sans animosité, que nous poursuivons notre démonstration.

Les difficultés, qui sont sensées nous unir pour les dépasser, provenant du bateau lui même, ou plus exactement de notre organisation sur celui-ci, vous nous permettez de mettre en doute le besoin pratique et fonctionnel de l'unité que vous réclamiez à l'aide de votre élégant sophisme imagé.

Le sus-nommé bateau n'est en fait qu'une galère dirigée par plusieurs commandants d'importances plus ou moins grandes, tenant les mêmes propos interpestifs aux rameurs qu'ils ont sous leurs ordres. Chacun désire,



parcequ'au fond rival de l'autre, que ses galériens respectent par dessus tout le drapeau hissé sur "leur" mât. Les difficultés, ce que vous appelez tempête, proviennent de vos intérêts divergents. Moins vous avez de problèmes avec vos galériens et plus vous croyez en la possibilité de vous imposer sur vos concurrents. Seulement voilà, c'est parceque les galériens rament, pas toujours dans la même direction d'ailleurs suivant le commandant qui les dirige, ce qui est d'autant plus astreignant et éreintant, qu'existent ces fameuses revendications sectorielles. C'est précisément lorsqu'elles cesseront d'être sectorielles, lorsqu'elles s'étendront à l'ensemble du bateau,

que vous ne serez plus rien.

Ayant fini de façon trop réaliste et pas assez imagée nous ne saurions résister au plaisir de revenir sur un des termes de votre comparaison désormais rendue inopérante. W. Shakespeare disait : "un ciel aussi noir ne peut s'éclaircir sans tempête". C'est pour les galériens qu'il est noir, ce sont eux votre tempête. Et vous ne pouvez compter sur la tempête pour anéantir la tempête. A bon entendeur ...

GANGRENE SOCIALE

Les moyens d'information nous parlent périodiquement des progrès sociaux qui nous seraient, paraît-il, régulièrement octroyés par un capitalisme en perpétuel développement. A l'appui de cette affirmation ils peuvent citer par exemple, congés payés, et pour être plus d'actualité, la semaine de 39h, le remboursement de l'IVG, la retraite à 60 ans... et aussi le fait que le prolétariat, dans sa grande majorité, possède voitures, réfrigérateurs, cuisinières électriques, douches, parfois même, machine à laver. C'est ça le progrès affirment-ils.

A partir de là, certains en déduisent que le prolétariat est intégré par cette société en progrès permanent, et que donc la révolution est actuellement impossible. Pour qu'elle revienne à l'ordre du jour, il faudrait que le prolétariat soit en grande partie au chômage (sa passivité actuelle serait peut-être due à un chômage non encore suffisant ?) ne puisse plus subvenir complètement à ses besoins nutritifs, ne puisse plus posséder ni voitures, ni machines à laver, ni lave vaisselle électrique ... alors là, enfin dans la misère noire le prolétariat ne sera plus intégré (en réalité dans une telle situation, n'étant plus uni sur le lieu de production, il se désintègre en tant que classe productive), et pourra enfin faire la révolution.

Bien, les faits cités à l'appui de ces positions sont irréfutables. Cependant, d'autres faits sont là, tout aussi irréfutables : utilisation des découvertes techniques non pas au service des travailleurs, mais contre eux, en intensifiant rendement et productivité, et sans baisser les heures de manière correspondant aux possibilités techniques et humaines, en dépréciant la valeur de la force de travail, en rendant le travail abrutissant, dénué d'intérêt. Qui plus est on peut remarquer un renforcement considérable de l'Etat, et donc de ses moyens de répression envers les franges prolétaires qui osent lui tenir tête (cf Pologne) et dont certaines n'ont pas attendu la misère absolue pour cela. Voilà une série de faits qui amènerait à penser que cette société, loin d'être en perpétuel développement, loin d'être progressive, est fondamentalement pourrie. N'oublions pas non plus que toute sa "richesse" entraîne des milliers et des milliers de mort dans le monde. Mais définissons ce qu'il faut entendre par société progressive, et par là même ce qu'il faut entendre par progrès social.

Le concept de progrès social ne peut pas être défini dans l'absolu, sans faire référence à une société à l'intérieur de laquelle il s'insère, en effet son simple énoncé contient le terme social. Il s'en suit donc que des progrès sociaux et historiques ne peuvent prendre naissance que dans une société qui elle-même elle-même est progressive. Cela nous amène donc à préciser ce que les révolutionnaires doivent entendre par société progressive. Nous avons bien écrit : ce que les révolutionnaires doivent entendre... et non pas : ce que les capitalistes doivent entendre ..., cela a une importance pour ce qui va suivre. En effet pour la classe capitaliste le degré de positivité ou de négativité ne peut se mesurer que par le degré d'extraction et de réalisation de la plus-value, par le degré d'accumulation du capital, et cela au vu de la place qu'elle occupe dans les rapports de production, place d'acheteurs de la force de travail, d'exploiteurs. Un exploitateur voit la société (et la fait voir) avec ses propres yeux, il accordera un critère positif à la société lorsque l'exploitation fonctionnera correctement, et négatif lorsque cette dernière sera passablement enrayée, que ce soit par des facteurs strictement internes à la société elle-même du point de vue économique (cas de la crise de surproduction), ou autres, mouvement social...

Le prolétariat lui, vu la place qu'il occupe dans les rapports de production, et donc les révolutionnaires ont un point de vue évidemment radicalement différent. Visant la destruction de toute société d'exploitation

de l'homme et la construction d'une société sans classes, humaine, ils n'accordent le critère de progressivité à une société de classe que lorsque celle-ci fait germer en son sein les conditions propres à son dépassement révolutionnaire vers le communisme. Inversement une société devient décadente lorsqu'elle n'a plus de justification historique socialement, lorsqu'elle subsiste tout en ayant développé, plus que suffisamment, les conditions propres à son anéantissement.

Jusque là, rien de contradictoire, la vision que l'on a de la société dépend principalement de la place sociale occupée par l'individu, la classe. Ce qui serait contradictoire, par contre, serait d'être révolutionnaire, et d'avoir une conception capitaliste de la progressivité et de la décadence du capitalisme ; c'est-à-dire la première des deux conceptions décrites.

Les termes étant de nouveau définis, nous pouvons continuer. Du point de vue révolutionnaire le qualificatif désignant la civilisation capitaliste ne peut être que décadence. En effet, cette société n'a plus de raison d'être historique. Plus qu'aucune des sociétés précédentes, elle a développé les forces productives, elle a unifié le monde entier sous sa coupe, elle a développé internationalement la dernière classe de l'histoire, la classe qui peut enfin matériellement mettre à bas la division de la société en classes : le prolétariat. En cela elle fut progressive par rapport aux sociétés précédentes, bien que réactionnaire par rapport au communisme. La réponse que donna le prolétariat à la 1ère guerre mondiale : vague révolutionnaire de 1917-37 fut la preuve tangible que le communisme était là, à la porte de l'histoire. A partir de là, la survivance du capitalisme devenait sans raison d'être. Depuis lors la décadence s'est accentuée. Aujourd'hui, d'un moment à l'autre, l'humanité peut passer des triomphes technologiques de l'ère atomique à la barbarie primitive d'une lutte désespérée pour sa propre survivance, contre les rudes forces de la nature, animées et inanimées. Ainsi dans ce cas, le communisme ne deviendrait qu'une simple utopie, ses bases objectives ayant été détruites. La décadence capitaliste est plus profonde que toutes celles qui l'ont précédées dans l'histoire, car non seulement le capitalisme s'oppose à de nouveaux rapports de production progressifs mais sa survivance elle-même peut nier quelques dizaines de siècles de développement social par le biais d'une guerre mondiale.

Du point de vue capitaliste, comme nous l'avons dit, le degré de positivité ou de négativité dépend directement de la quantité de plus-value réalisée sur notre dos, de la "santé économique" du capitalisme. Pour cela, point n'est besoin de se référer aux sociétés divisées en classes qui précéderent le capitalisme, ni au communisme. L'évolution historique et son moteur : la lutte de classe peuvent être laissés de côté pour les tenants de l'économisme. L'histoire contient son propre développement historique, sinon elle n'est pas histoire, c'est ce que beaucoup semblent oublier. Pour ceux-là le capitalisme peut ainsi être étudié à la loupe, c'est-à-dire que ses turbulences économiques sont plus que démesurément grossies, de manière à ce que finalement, l'on ne comprenne plus rien à la direction, au développement historique, et/ou à leurs causes.

Ouvrons là une parenthèse : un physicien du début du siècle du nom d'Heisenberg, mit au point un principe, le principe d'incertitude, selon lequel plus on possédait d'informations précises sur la place, sur la situation exacte d'une particule en mouvement, moins on pouvait en déduire d'informations quant à son mouvement, sa vitesse, sa direction, où elle allait, d'où elle venait. Le parallèle à faire dans ce cas entre particules en mouvement et évolution historique est flagrant. Refermons cette parenthèse.

Le matérialisme historique s'opposait, et s'oppose toujours, au matérialisme bourgeois principalement parce que ce dernier considérait l'être uniquement comme être naturel ; quant à lui, le matérialisme historique

mettait en avant le fait que cet être naturel faisait partie d'une société, et en conséquence était être social. L'homme est principalement l'ensemble de toutes ses sensations, de toutes les interactions qu'il a avec la société. De la même manière chaque société, chaque mode d'organisation du travail est le fruit des interactions avec la/les sociétés précédentes et avec la/les sociétés dont les bases objectives seront créées par le développement historique. Elle n'a pas d'existence uniquement refermée en soi, autonome. Le matérialisme bourgeois affirmait que le cerveau sécrète la pensée comme le foie la bile. Ce à quoi répondait le matérialisme pratique en disant que la pensée d'un homme donné est déterminée par la société dans laquelle il vit et la classe à laquelle il appartient (cela ne niant pas la nature biologique du cerveau). De la même manière aujourd'hui le matérialisme historique doit s'opposer aux économistes à la noix de coco et autres qui expliquent le capitalisme par lui-même. Non le capitalisme ne s'explique par le capitalisme, sinon on ne comprendra rien à rien.

Il s'en suit comme corollaire direct que tous ceux qui dans le milieu révolutionnaire identifient décadence sociale à crise économique, c'est-à-dire tous ceux qui identifient un concept ne dépendant pas des aléas de l'économie capitaliste, mais dépendant de sa nature et de sa fonction historique, à un concept strictement interne au capitalisme, et dépendant de ses aléas, se fourvoient. Les idées dominantes dans une société divisée en classes sont celles de la classe dominante. Estimer que le capitalisme n'a plus de raison d'être uniquement parcequ'il serait en crise économique définitive ou non, n'est que l'image renversée, pour le prolétariat, d'une idée qui provient directement de la classe dominante, à savoir, encore une fois que, pour la caste capitaliste, la raison d'être de ce système est de produire de la plus-value, lorsque ce n'est plus le cas, lorsque sa réalisation devient quasi impossible, cas de la crise de surproduction, il perd sa raison d'être. Les révolutionnaires qui sont en extrême minorité en période de paix sociale, doivent avoir une méfiance certaine envers les idées dominantes, et se doivent de les étudier suffisamment. S'ils n'ont pas assimilé la décadence sociale, la décadence sociale, elle, alors les assimile, et risque bien de leur faire adopter un concept d'essence capitaliste.

Enfin comme corollaire final, il devient clair qu'une société en pleine putréfaction, comme celle que nous connaissons depuis le début de ce siècle, ne peut accorder un quelconque progrès social. A l'heure où est uniquement à l'ordre du jour la révolution sociale, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, les congés payés ou autres "victoires ouvrières" ne sont alors que d'amères pillules. Quant à la science, contrairement à ce que certains prétendent, elle n'est pas un facteur de progrès. Et cela n'est pas dû à de trop maigres investissements ou à de "mauvaises politiques". En fait la science ne peut pas opérer de miracles, dans une société en décadence sa marche en avant est aussi un facteur de décadence. Aujourd'hui ses découvertes sont dues en grande partie dans certains domaines, à des recherches militaires, à des recherches sur la mort. Les connaissances et recherches sont respectivement détenues et développées par un nombre infime de spécialistes, le reste de la population étant laissé dans la complète méconnaissance dans tous les domaines. La science est comme cette société sclérosée. Ses résultats ne sont ni pleinement divulgués ni utilisés pour servir l'humanité. Dans certains domaines les dernières découvertes deviennent des secrets militaires divulgués non pas par des scientifiques mais par des espions. A l'heure où est enfin possible, vu le niveau des forces productives, une société qui, par un travail commun, de tous ses membres, journalier assez court, permettra à tous ceux qui le voudront de se consacrer à la recherche scientifique ou à ce qu'il leur plaira, et donc à l'heure où sont possibles d'immenses progrès scientifiques réalisés par le plus grand nombre et pour tout le monde, à cette heure là, les découvertes scientifiques et techniques actuelles apparaissent non seulement comme ayant souvent des retombées négatives mais aussi, lors-

que ce n'est pas directement le cas comme relativement bien pauvre.

En conclusion, les avantages ou "progrès" obtenus dans cette société décadente, lorsqu'ils existent, ne s'insèrent pas dans un progrès social et historique, au contraire dans le contexte historique, ils ne sont que des simulacres de progrès ; ils sont, comme cette société, misérables. Quant aux tenants de l'intégration du prolétariat, il nous suffira de leur rappeler que la contradiction fondamentale sur laquelle survit le capitalisme, est la contradiction de classe : capital/travail. Nier cette contradiction, en intégrant le prolétariat, reviendrait à nier l'existence même du capitalisme.

TROUBLES AU BRÉSIL

Émeutes, manifestations de la faim et mises à sac pour une redistribution dans les bidons-villes. Pourquoi ? Les usines ferment et licencient 400 000 ouvriers qui n'ont plus qu'une alternative possible : soit crever de faim, soit se révolter contre ce système implacable qui ne connaît, lui, que la loi du profit (il nous vole notre vie, nous presse comme des citrons pour finalement nous jeter desséchés, sans espoir ni ressources).

Dans 5 ans, au Brésil, la dictature militaire doit céder la place à la démocratie. Mais qui y'a t-il à espérer d'un tel changement ? Rien, car la dictature et la démocratie sont les deux faces d'une même médaille : le capitalisme.

En effet, la démocratie n'est pas une solution prolétarienne face à la junte sanglante, car elle représente elle aussi un moyen de mater et parfois tout aussi brutalement, la classe ouvrière. La seule différence, c'est qu'elle possède des armes supplémentaires lui permettant de contrôler plus étroitement le prolétariat (syndicalisme légal) pour le dévoyer de sa lutte. Les élections libres et le soi-disant droit d'expression vont aussi dans ce sens car elle transforment les prolétaires en citoyens responsables de l'Etat capitaliste.

Le prolétariat brésilien n'a pas à attendre sagement le changement de façade. Les braves démocrates peuvent hurler et agiter le spectre de la provocation, l'exploitation et la mort démocratique ne méritent aucun espoir ni aucun vœux.

Aussi les ouvriers et les chômeurs brésiliens, méprisant les sirènes de la racaille démocratique, s'affrontent, avec raison, à l'Etat (militaires et syndicats étaient d'ailleurs réunis, pour l'occasion, contre le prolétariat).

Les ouvriers révolutionnaires sont tous des provocateurs car ils n'acceptent pas l'alternative démocratie/fascisme et même ils lui opposent la dictature internationale du prolétariat pour la suppression radicale des classes. Ils réaffirment sans cesse la solidarité prolétarienne internationale de classe qui n'a rien à voir avec la pitié démocratique, mais signifie au contraire l'attaque de chaque capital national. La misère n'engendre que la misère si la volonté d'en finir avec la barbarie ne nous motive pas.

Au Brésil comme partout dans le monde, à l'Est comme à l'Ouest

- A bas l'économie capitaliste
- vive la gestion ouvrière de la production et de la distribution socialiste des produits
- A bas l'exploitation capitaliste
- Vive l'abolition du travail salarié.

MAI 68 ... ?

Ariculteurs, étudiants, petits patrons, commerçants sont dans la rue manifestant, parfois violemment, contre telle loi ou tel projet du gouvernement de la gauche. Le spectre de Mai 68 brandi par la droite rallume le mythe de l'explosion sociale de 1968 en France et du désordre social, économique et politique de ce fameux printemps chaud...!

Bien sûr à chacun de rejeter sur l'autre la responsabilité des événements d'aujourd'hui: pour la droite c'est dû à la mauvaise gestion de l'économie par les margoulins sociaux-communistes et pour la gauche la faute revient aux agitateurs de la droite et de son extrême réactionnaire; bref nous sommes devant le schéma traditionnel du jeu de la Démocratie.

En fait que se passe-t-il réellement?

Les revendications estudiantines ne sont que de pures remises en cause d'un loi (Savary) qui tend à instaurer une plus grande sélection pour l'attribution des médailles de la promotion sociale, ne mettant en question ni l'ordre-désordre de la civilisation ni même la souveraineté de l'actuel pouvoir politique. Quant aux petits patrons, petits commerçants ils veulent grignoter au gâteau du profit du système. Pour les agriculteurs ils réclament la préservation du marché et le maintien de leur pouvoir d'achat.

Cette vue peut-être simpliste de l'agitation sociale apparente en France ne semble pour nous ni entr'ouvrir un quelconque "Mai 68" ni même une déstabilisation de l'économie française et ceci d'autant plus que les catégories sociales "agitées" n'ont guère d'intérêts à un autre modèle social et économique. Pour nous la question fondamentale est: où se situe la perspective d'une explosion sociale permettant de déboucher cette fois non sur l'alternative gauche/droite mais sur celle d'une remise en cause totale du mode de fonctionnement de la société capitaliste par delà toutes les divisions sectorielles et par le retour à une unité de classe de tous ceux pour lesquels l'ordre social existant rime avec mort, bêtise, abrutissement de l'être humain et qui veulent en finir. Dans l'état actuel de la lutte de classes, de l'antagonisme prolétariat /capital et étant donné le changement politique par rapport à 1968, la probabilité d'une confrontation de classes semble minime.

La brusque révolte du printemps 68 (impulsé par un mouvement étudiantin moi-même timoré) se déroulait dans le cadre d'une domination politique de la droite, partis de gauche et syndicats étant alors dans "l'opposition" entretenant l'illusion d'une réelle opposition au capitalisme et d'une pseudo volonté de servir la classe ouvrière vers son émancipation. Or aujourd'hui en Mai 68, la situation a beaucoup changé puisque le pouvoir politique est aux mains de cette même gauche qui avait si bien su remettre au travail les milliers d'individus qui avaient dit: "assez"! à un certain aspect de leur exploitation: salaires, conditions de travail, loisirs, le primaire besoin de briser la misérable routine du baigne quotidien. Qui plus est, l'extrême-gauche a pris une ampleur qu'elle n'avait pas avant Mai 68 ce qui lui a permis depuis de se manifester comme totalement inféodée à la gauche traditionnelle. Depuis Mai 68, le mouvement gauchiste a joué le rôle d'éponge absorbant l'hémorragie de militants que l'attitude du PC et de la CGT (féroce-ment anti-ouvrière) avait provoqué. Le rôle de l'extrême-gauche reste non plus théoriquement mais pratiquement totalement réactionnaire, celle-ci n'étant capable que de fourvoyer la lutte du prolétariat sur la défense de l'économie nationale, du légalisme castrant et à la participation à toutes les farces électorales.

La gauche au pouvoir n'est ni un bien ni un mal pour la classe ouvrière française car celle-ci reste classe exploitée productrice de plus-value, de profit que l'Etat de gauche gère quand il y a sa part (nationalisations) ou favorise quand il s'agit de la classe capitaliste en général.

Mai 68 n'est plus qu'un symbole! Une révolte comparable passe non par un slogan vidé de sens mais bien plutôt par la combativité réelle, sur le terrain de l'illégalisme, du refus de se sacrifier pour une quelconque économie nationale, du prolétariat pour un dépassement de "Mai 68" et ceci bien sûr ne se fera que contre le gouvernement de cette foutue gauche et ce ceux qui la soutiennent, mais aussi contre les syndicats et d'abord contre eux.

La perspective d'une insurrection sociale eût sans doute été plus ouvert si la gauche n'avait pas été élue, mais de toutes façons la question se règlera par la classe ouvrière s'organisant pour ses propres intérêts contre ceux du capital et non pas dans la presse ou par des manifestations de la petite bourgeoisie.

L'abolition du salariat pour la construction du Communisme est la condition sine qua non de la survie de l'humanité et seule la classe ouvrière en est capable, par delà les frontières, les divisions sociales.

sommaire

- PAGE 2 : MARCHANDISE OU ETRE HUMAIN
- PAGE 3 : ON ANNONCE : " PATRIE A SAUVER "
- PAGE 5 : AU FEU LES POMPIERS
- PAGE 7 : LA LUTTE PROLETARIENNE EST UN TOUT
- PAGE 9 : TEMPETE OR NOT TEMPETE ?
- PAGE 11 : GANGRENE SOCIALE
- PAGE 14 : TROUBLES AU BRESIL
- PAGE 15 : MAI 68...?

